

est tellement porté à refuser de consulter et d'écouter les Canadiens.

Le cas de l'avoine est loin d'être isolé. Dans une multitude d'autres domaines, et la liste serait longue, le gouvernement a montré encore et encore que les choses doivent se faire à sa façon et pas autrement. Il refuse d'écouter. Il a son programme bien arrêté et il s'y tient. Peu importe le reste. C'est bien le gouvernement.

Revenons quelques mois en arrière. Que disaient les agriculteurs au gouvernement au sujet des paiements anticipés sans intérêt? Ce programme existait depuis plus de vingt ans et il avait remporté un succès évident. Le gouvernement a fait la sourde oreille. N'en faisant qu'à sa tête, il l'a supprimé. Ce programme était merveilleux et il coûtait 25 millions de dollars, ce qui est relativement peu. Qu'importe, le gouvernement a foncé tout droit et imposé sa volonté.

Où en sommes-nous aujourd'hui? La crise agricole s'aggrave sans cesse et nous en revenons à la question des paiements anticipés sans intérêt. Les grands organismes agricoles disent qu'il faut les rétablir.

J'écoutais un porte-parole, l'un des secrétaires parlementaires, ce matin, au cours de la période des questions. Il semblerait qu'il y aura une annonce au sujet des paiements anticipés. Nous espérons que ce sera une bonne nouvelle. Encore une fois, il faut écouter la population.

Je voudrais aborder une autre question qui n'est pas étrangère à celle-ci, je veux dire les taux d'intérêt élevés, notamment leurs effets sur l'ouest du Canada et les agriculteurs de tout le pays. Les taux d'intérêt ont été épouvantables. Les agriculteurs ont été mis à la torture. Pourtant, le gouvernement ferme les yeux. Et voici que cette semaine le Conseil économique du Canada déclare que la politique monétaire du gouvernement ne donne aucun résultat. Le resserrement du crédit ne donne rien qui vaille. Cependant, il ne convient pas de sacrifier l'agriculture d'un coin quelconque du pays pour être en mesure de ralentir l'économie trop active du sud de l'Ontario ou de la région métropolitaine de Toronto. Ce n'est pas une bonne façon de le faire.

On n'a pas cessé de le dire et de le répéter au gouvernement, mais il ne veut pas écouter.

De même, le gouvernement a été averti à maintes et maintes reprises au sujet de la TPS et des agriculteurs qui auront également à la payer, en tant que consommateurs.

Initiatives parlementaires

Cependant, malgré des millions de pétitions, d'appels téléphoniques et de lettres, malgré l'intervention de millions de personnes, le gouvernement demeure absolument intransigeant, absolument entêté sur cette question. Il refuse de bouger.

Cela me ramène aux événements qui sont en train de se produire sur la colline. Pourquoi pensez-vous que nous assistons à un tel chaos sur la colline? Pourquoi les choses en sont-elles arrivées au point où elles sont à l'autre endroit? C'est parce que nous avons un gouvernement qui est résolu à pousser les gens au-delà de leurs limites.

Les gens ne peuvent pas tout supporter indéfiniment. Ils finissent par atteindre le point de rupture. Voilà où nous en sommes aujourd'hui dans le pays. Il est anormal que les sénateurs veillent toute la nuit. Ils auraient dû être couchés et dormir. Il est anormal que les choses se passent comme nous l'avons vu au cours des dernières heures, mais ils ont été acculés au pied du mur.

Nous aussi avons été acculés au pied du mur à la Chambre. Certains groupes l'ont été. Tous les Canadiens ont été acculés au pied du mur parce que le gouvernement est complètement obsédé. Il se base sur une notion simpliste: «Nous avons gagné les élections. Nous avons la majorité. Par conséquent, nous pouvons faire n'importe quoi.»

Permettez-moi de vous dire, madame la Présidente, que si chaque Canadien adoptait la même attitude, le pays serait plongé dans le chaos. Je peux vous parler des grandes sociétés. Elles possèdent les capitaux, elles possèdent les actions et elles ont tout le pouvoir. Les actionnaires sont les patrons, mais s'ils n'ont pas les travailleurs de leur côté, s'il n'y a pas le respect mutuel, s'il n'y a pas de justice, il y aura un conflit, et le gouvernement ne comprendra pas cela. C'est pour cette raison que nous en sommes là aujourd'hui.

Je profiterai des quelques instants qui me restent pour dire au gouvernement que, sur la question de l'orge et de la Commission canadienne du blé, il ferait mieux d'écouter. Il y a toutes sortes de problèmes. Le nombre de faillites a monté en flèche ces derniers mois, et le gouvernement ferait mieux d'écouter.

Le problème de la dette, qui ne cesse de s'aggraver depuis 15 ans, est un point sur lequel le gouvernement devra se pencher très sérieusement. Ce dernier ne peut pas se contenter de suivre son programme interne sans se préoccuper du reste.